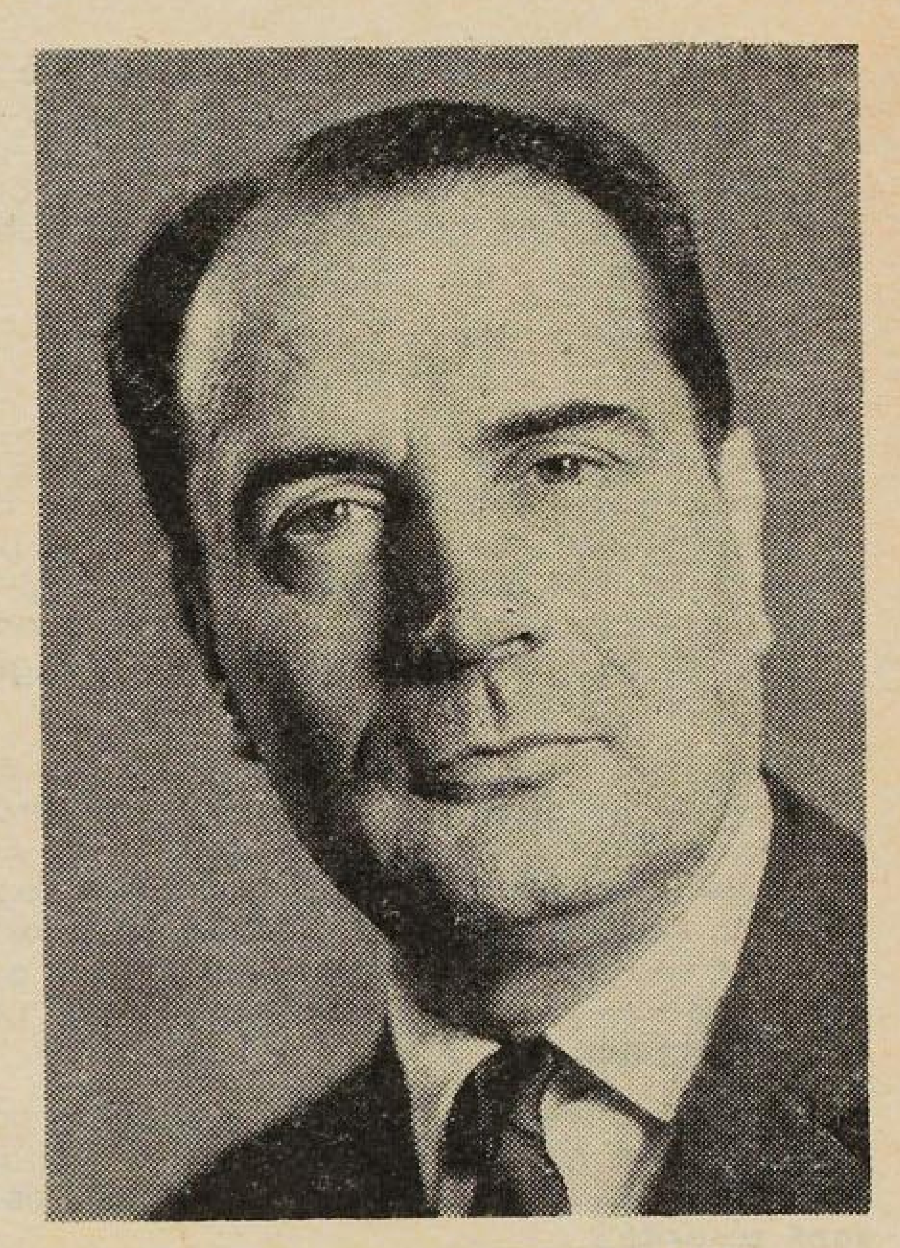
République Française — Département de la Nièvre

Élections législatives du 5 Mars 1967

3e Circonscription
de la Nièvre
(CLAMECY - CHATEAU-CHINON)


Pierre SAURY

Chères électrices,
Chers électeurs,


François MITTERRAND

A une forte majorité vous m'avez élu en 1962 Député de la circonscription CLAMECY-CHATEAU-CHINON à l'Assemblée Nationale.

Maire de CHATEAU-CHINON, Conseiller Général de MONTSAUCHE, Président du Conseil Général de la NIEVRE, Député, j'ai pu, au cours de ces dernières années, aborder sous leurs divers aspects les problèmes qui concernent notre département et particulièrement le Morvan.

J'ai trouvé auprès des élus locaux et des représentants des syndicats et des professions, les concours et les compétences dont j'avais besoin pour assumer mes responsabilités. Je me suis consacré du mieux que je l'ai pu aux tâches que vous m'avez confiées. L'aide que m'a apportée mon remplaçant éventuel, M. Pierre Saury, spécialiste des problèmes économiques, m'a été également très utile. Il vous appartient d'apprécier le bilan de mon action puisque je me présente de nouveau à vos suffrages. J'espère avoir mérité votre confiance. J'ai été, je reste fidèle à mes électeurs et à mes amis de toujours. J'attends votre décision avec sérénité.

o o o

Candidat à la Présidence de la République, près de onze millions de Français m'ont aidé et soutenu. Au premier rang des départements républicains, la Nièvre m'a accordé une proportion considérable de suffrages. Sachez que j'ai été infiniment sensible à cette marque de solidarité d'une région à laquelle tout m'attache.

Que ceux qui ont pris part à mes côtés à ce combat soient remerciés. Grâce à eux j'ai pu rassembler toutes les forces de progrès dans le combat si nécessaire pour la démocratie.

Mais ce combat exige une nouvelle mobilisation des Républicains. Déjà nous avons fait reculer le pouvoir personnel. Il convient maintenant d'aller plus loin, en élisant une majorité fondée sur l'union de la gauche et ouverte aux Françaises et aux Français épris de justice et de liberté.

o o o

La IVe et la Ve République appartiennent au passé. La IVe a accompli une œuvre sérieuse dans le domaine économique et social mais n'a pas su se donner des institutions politiques stables. La Ve s'est donné des institutions mais n'a su s'en servir pour promouvoir une politique économique et sociale. Il s'agit désormais de regarder devant soi et de bâtir la République des Citoyens qui offrira aux nouvelles générations les perspectives d'une société plus juste et plus heureuse.

Pour cela il faut d'abord une majorité stable. A cet effet je me suis appliqué à réaliser au sein de la Fédération le rassemblement des Socialistes, de l'U.D.S.R., des Radicaux, des jeunes de la Convention, des clubs et des groupes de pensée et d'action nés à la responsabilité civique depuis 1958. Les Démocrates-Socialistes sont aujourd'hui regroupés dans une seule organisation. Ils se compteront le 5 mars par millions. A partir de là, l'union de la gauche a pris réalité, l'opposition démocratique ayant dominé ses divisions. **C'est désormais le gaullisme qui offre le spectacle de ses querelles.** Instruits par l'expérience et les leçons de l'Histoire, face au pouvoir personnel incarné par un homme parvenu au terme de sa course et qui laissera l'Etat aux mains des factions sans scrupules qui l'entourent et se disputent déjà l'héritage, les res-

ponsables de la Fédération sont les seuls à pouvoir garantir au pays la stabilité et le progrès. Ils proposent une équipe dirigeante homogène, un programme constructif, de larges accords politiques. C'est de leur côté que se trouvent la stabilité et la continuité.

o o o

Notre programme sera diffusé selon nos moyens (qui ne peuvent être comparés à ceux de l'U.N.R. — les milliards dépensés par le gaullisme pour ses affiches, ses brochures luxueuses, ses gadgets sont-ils payés par les contribuables ou par les monopoles, ou par les deux ensemble ?) et vous le jugerez en conscience.

Nos choix sont simples. La gauche a naguère promulgué le droit à l'instruction, le droit aux loisirs, le droit à la santé, le droit à la vieillesse heureuse. Elle entend imposer le droit au logement. **Pour la Fédération de la Gauche la priorité des priorités va à l'Education Nationale.** Il n'y a pas de vraie justice quand les enfants n'ont pas **des chances égales.**

Le gaullisme se réclame d'une stabilité politique qu'il n'a plus. Mais qu'est-ce que la stabilité quand les catégories sociales les moins favorisées vivent **sans sécurité ?**

Le chômage, la perte des heures de travail, l'inégalité du salaire masculin, et du salaire féminin, les zones de salaires, les bas salaires, l'âge de la retraite, la modicité de l'allocation-vieillesse, le rapport constant des pensions de guerre, la crise du logement et j'en passe, sont autant de questions que le gaullisme n'a pas su résoudre.

Quant aux agriculteurs, ils sont plus que jamais oubliés. Ils avaient obtenu l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels. Le premier geste du général de Gaulle a été de la supprimer. Leur entrée dans le Marché Commun s'accompagne de graves inquiétudes sur les prix, les structures et les débouchés agricoles. Ce ne sont pas les dernières mesures sur les assurances accident qui arrangeront leur situation ! **A cet égard les organisations agricoles et leurs dirigeants, notamment le Président Robert LAPORTE, ont, dans de multiples communiqués, condamné la politique agricole du gouvernement avec une brutalité et une sévérité que je me contenterai d'approuver.**

J'évoquerai encore le sort des commerçants et artisans, qu'une loi récente non appliquée, laisse en dehors de toute réelle protection sociale alors qu'un effort fiscal très lourd à supporter est exigé d'eux.

Oui, je crois qu'on peut affirmer que la politique économique et sociale du gaullisme ne sert pas la justice et le progrès.

o o o

Avons-nous conquis la sécurité à l'extérieur ? Les aspects positifs de la politique étrangère ne doivent pas en dissimuler les carences.

Le Général de Gaulle refuse de signer les accords sur la cessation des expériences nucléaires. Il refuse de siéger à la Conférence du désarmement. Il refuse l'arbitrage international. Il veut une force de frappe atomique française alors qu'aussi bien les Papes Jean XXIII et Paul VI, le Secrétaire Général des Nations Unies, M. THANT, les Prix Nobel : SCHWEITZER, MONOD, KASTLER, les Académiciens : Jean ROSTAND, LEPRINCE-RINGUET, parmi tant d'autres, nous avertissent que **l'armement nucléaire annonce les pires dangers pour l'espèce humaine.**

Il est bien de tenir des propos pacifiques, il est mieux d'**organiser la paix.** Le Général de Gaulle agit comme si nous étions au XIXe siècle. Si l'on n'organise pas la paix, la guerre atomique, sans vainqueur ni vaincu, détruira la terre.

Telles sont, chères électrices, chers électeurs, les raisons de mon combat politique.

En vous demandant vos suffrages je souhaite continuer de servir vos intérêts légitimes dans la liberté, la justice et la paix.

VIVE LA CIRCONSCRIPTION DE CLAMECY ET CHATEAU-CHINON !
VIVE LA RÉPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

FRANÇOIS MITTERRAND

député sortant

Maire de Château-Chinon-Ville
Officier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre
Président du Conseil Général de la Nièvre
Conseiller Général de Montsauche

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

REMPLAÇANT EVENTUEL

Pierre SAURY

Conseiller Technique
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre au titre de la Résistance

CHASSAING - NEVERS